

ARRÊTÉ
portant prescriptions complémentaires
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société EUROLYSINE à AMIENS

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code de l'environnement et notamment l'article R. 181-45 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 25 mai 2000 modifié délivré à la société DALKIA pour les installations de combustion situées zone industrielle Nord à AMIENS ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 15 janvier 2002 modifié délivré à la société AJINOMOTO ANIMAL NUTRITION EUROPE pour les installations qu'elle exploite rue de Vaux à AMIENS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2021 réglementant les installations précédemment exploitées par la société SO.CO.PIC ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 octobre 2021 délivré à la société METEX NOOVISTAGO pour la poursuite de l'exploitation des installations anciennement exploitées par la société AJINOMOTO ANIMAL NUTRITION EUROPE rue de Vaux à AMIENS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 février 2022 délivré à la société METEX NOOVISTAGO pour ses installations situées rue de Vaux à AMIENS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2024 délivré à la société EUROLYSINE SAS pour la poursuite de l'exploitation des installations anciennement exploitées par la société METEX NOOVISTAGO rue de Vaux à AMIENS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le donner-acte du 15 juin 2000 relatif à la reprise de la centrale thermoélectrique de cogénération située zone industrielle Nord sur la commune d'AMIENS par la SOCIETE DE COGENERATION DE PICARDIE (SO.CO.PIC) ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant, à la préfecture de la Somme, par courrier du 11 décembre 2025 relatif au changement d'exploitant du site exploité par SO.CO.PIC (Société de cogénération de Picardie) et à la mise à jour des valeurs limites d'émission dans l'air ;

Vu le rapport et les propositions du 19 février 2026 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 5 mars 2026, reçu le 11 mars suivant ;

Vu les observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté par courriel du 25 mars 2026 ;

Considérant ce qui suit :

- 1. la société EUROLYSINE est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement rue de Vaux à AMIENS, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 15 janvier 2002 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2024 susvisé ;
- 2. la société de cogénération de Picardie (SO.CO.PIC) est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement rue de Vaux à AMIENS, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2000 et du donner acte du 15 juin 2000 susvisé ;
- 3. par courrier du 11 décembre 2025, la société EUROLYSINE a transmis, à la préfecture de la Somme, un dossier de porter-à-connaissance relatif au changement d'exploitant du site exploité par SO.CO.PIC (société de cogénération de Picardie) et à la mise à jour des valeurs limites d'émission dans l'air ;
- 4. au vu des éléments transmis, l'inspection des installations classées a jugé, dans son rapport en date du 19 février 2026, que ces modifications sont notables, mais pas substantielles au titre des articles R. 181-46 et R. 122-2 du code de l'environnement ;
- 5. conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 2 février 2022 autorisant la société EUROLYSINE, dont le siège social est situé 11-13 rue de Monceau à PARIS (75 008), à exploiter ses installations rue de Vaux à AMIENS, sont modifiées par les articles ci-dessous.

ARTICLE 2. – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2024	Article 1	Supprimé et remplacé par l'article 1 de l'annexe du présent arrêté

Arrêté préfectoral complémentaire du 2 février 2022	Article 8.1	Supprimé et remplacé par l'article 3 de l'annexe du présent arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2021 réglementant les installations précédemment exploitées par la société SO.CO.PIC	Article 3.2.3.1	Supprimé et remplacé par l'article 2 de l'annexe du présent arrêté

ARTICLE 3. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

1° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie d'AMIENS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la Somme ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

2° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

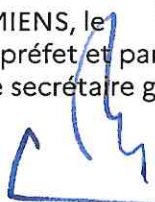
La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif d'AMIENS (14 rue Lemerchier – 80000 AMIENS) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr. »

ARTICLE 5. – EXÉCUTION

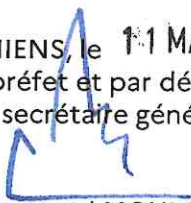
Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le maire d'AMIENS, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EUROLYSINE.

AMIENS, le 11 MAI 2026
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Emmanuel MOULARD

ANNEXE 1.1
COMMUNICABLE AU PUBLIC

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral du 11 MAI 2026

AMIENS, le 11 MAI 2026
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général


Emmanuel MOULARD

ARTICLE 1. – REPRISE DES INSTALLATIONS DE LA SOCIÉTÉ SO.CO.PIC

Dès la notification du présent arrêté, la société EUROLYSINE SAS, dont le siège est situé 11-13 rue de Monceau à PARIS (75008), est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations anciennement exploitées par la société METEX NOOVISTAGOO sises 60 rue de Vaux, zone industrielle nord, à AMIENS, ainsi que l'exploitation des installations anciennement exploitées par la Société de Cogénération de Picardie (SO.CO.PIC) sises zone industrielle nord, rue de Vaux, à AMIENS.

L'ensemble des actes administratifs délivrés jusqu'alors à la Société de Cogénération de Picardie (SO.CO.PIC) sont désormais applicables à la société EUROLYSINE SAS.

ARTICLE 2. – CONCENTRATIONS DES REJETS DES INSTALLATIONS ANCIENNEMENT EXPLOITÉES PAR LA SOCIÉTÉ SO.CO.PIC

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Paramètres	Turbine à gaz (mode récupération simple)			Turbine à gaz+chaudière 301 en post-combustion (mode post-combustion)			Chaudière 301 seule (mode air ambiant)		
	Valeurs limites d'émission en mg/Nm ³			Valeurs limites d'émission en mg/Nm ³			Valeurs limites d'émission en mg/Nm ³		
Concentration en O ₂ de référence	15,00 %			15,00 %			3,00 %		
Période d'établissement de la moyenne	Journalières	Mensuelles ou mesures périodiques	Annuelles	Journalières	Mensuelles ou mesures périodiques	Annuelles	Journalières	Mensuelles ou mesures périodiques	Annuelles
NO _x en équivalent NO ₂	50	50	50	100	100	100	100	100	100
CO	40	40	40	83	83	83	100	100	100

Pour les chaudières 302 et 303 (fonctionnement moins de 1 500 h/an), seules des concentrations instantanées sont imposées pour les rejets en NO_x et CO.

Paramètres	Chaudière 302	Chaudière 303
	Valeurs limites d'émission en mg/Nm ³	Valeurs limites d'émission en mg/Nm ³
Concentration en O ₂ de référence	3 %	3 %
NO _x en équivalent NO ₂	100	100
CO	100	100

Pour tous les conduits :

	Concentrations maximales instantanées en mg/Nm ³ (sauf mention contraire)
Poussières	5
SO _x en équivalent SO ₂	10

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en flux :

Paramètres	Turbine à gaz (mode récupération simple)		Turbine à gaz + chaudière 301 (mode post-combustion)		Chaudière 301 seule (mode air ambiant)	
	Flux en kg/h (sauf mention contraire)	Flux en kg/an (sauf mention contraire)	Flux en kg/h (sauf mention contraire)	Flux en kg/an (sauf mention contraire)	Flux en kg/h (sauf mention contraire)	Flux en kg/an (sauf mention contraire)
Poussières	0,55	/	0,66	2391,8	0,51	2619,4
SO ₂	1,09	/	1,31	4747,4	1,02	5238,8
NOX en équivalent NO ₂	5,4	/	13,1	47474,4	10,2	52387,2
CO	4,36	/	10,87	39392,88	10,2	52387,2

ARTICLE 3. – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

La liste des installations classées autorisées à être exploitées sur le site précité est la suivante :

Rubrique	Intitulé rubrique	Régime
4735	Ammoniac 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 200 t	A (SH)
4001	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R.511-11	A
4130-2.a	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	A
1630-1	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t	A
2170-1	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781 1. Lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 10 t/j	A
3642-2	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis par jour ou 600 t par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an	A
3430	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium (engrais simples ou composés)	A
3450	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, y compris d'intermédiaires	A
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	A
2921-1-a	Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère	E

	1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle a. La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW	
1185-2-.a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	DC
1510-2.c	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	DC
4110-2-b	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b. Supérieure ou égale à 50 kg mais inférieure à 250 kg	DC
4310-2	Gaz inflammable catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant : 2. Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t	DC
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	DC
4735-2.b	Ammoniac La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Pour les récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg : b. Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 5 t	DC
1185-2.b	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg	D
2680-1	Organismes génétiquement modifiés (installations où sont utilisés de manière confinée dans un processus de production industrielle des), à l'exclusion de l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés qui ont reçu une autorisation de mise sur le marché conformément au titre III du livre V du code de l'environnement et utilisés dans les conditions prévues par cette autorisation de mise sur le marché 1. Utilisation d'organismes génétiquement modifiés de classe de confinement 1	D

SH signifie Seuil Haut, A signifie Autorisation, E signifie Enregistrement, DC signifie Déclaration avec contrôle périodique et D signifie Déclaration